



### **Communiqué de presse**

## ***Six Ontarien(ne)s sur dix s'opposent à la dépenalisation de la prostitution incluant les proxénètes, les lieux de prostitution, et l'achat de sexe***

## ***Les trois-quarts des Ontarien(ne)s considèrent la prostitution comme étant néfaste pour les femmes et les filles.***

***Londres, Ontario, 12 juillet 2018***

En 2014, le Gouvernement Canadien a *promulgué* la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation (la « Loi »), qui dépenalise uniquement les personnes prostituées tout en pénalisant les proxénètes, les propriétaires des lieux de prostitution et les acheteurs de sexe. La Loi fournit à la police d'importants moyens qui leur permet de protéger la communauté canadienne ainsi que les populations vulnérables de femmes et de filles. Aussi, la Loi est mise en oeuvre avec succès dans un grand nombre de villes à travers la province d'Ontario et d'autres provinces du Canada.

Néanmoins, en avril 2018 le Parti Libéral du Canada a voté en faveur d'une résolution appelant le renversement de la Loi et la dépenalisation de la prostitution, y inclus le proxénétisme, les lieux de prostitution, et l'achat de sexe. Cette résolution est en rupture complète avec la législation en vigueur.

Un nouveau sondage Ipsos mené au nom du London Abused Women's Center (Ontario, Canada), en collaboration avec ses partenaires internationaux Egalité Maintenant et la Coalition contre la traite des femmes (CATW), révèle l'aperçu le plus complet jamais réalisé sur le point de vue des Ontarien(ne)s sur la question de la prostitution.

- 58% des Ontarien(ne)s s'opposent à tout changement à la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation qui dépenalise les proxénètes, les propriétaires des lieux de prostitution, et les acheteurs de sexe.
- 75% des Ontarien(ne)s pensent que la prostitution est néfaste pour les femmes et les filles.
- 77% des Ontarien(ne)s estiment que la plupart des femmes et des filles ne veulent pas avoir de rapports sexuels répétés avec des inconnus.
- 85% des Ontarien(ne)s NE soutiendraient PAS la prostitution comme métier pour leur fille, sœur, ou membre de leur famille.
- 78% des Ontarien(ne)s NE soutiendraient PAS que leur fils, frère, mari, ou membre de leur famille achète des actes sexuels d'une personne prostituée.
- 58% des Ontarien(ne)s NE considèrent PAS la prostitution comme un métier comme les autres.

- Les Ontarien(ne)s ne comprennent pas entièrement les lois touchant à la prostitution : 67% croyaient à tort que tous les aspects de la prostitution sont illégaux, alors que 13% seulement savaient que seulement les proxénètes, propriétaires des lieux de prostitution, et acheteurs de sexe étaient pénalisés. Les personnes prostituées bénéficient de l'immunité contre les poursuites pénales à moins que la prostitution ait lieu près des garderies, écoles, ou aires de jeux.
- Lorsqu'ils/elles sont informé(e)s des détails sur la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation, 58% des Ontarien(ne)s soutiennent cette législation.

### **Citations**

« Deux-tiers de la traite des êtres humains au Canada provient de l'Ontario, la plus grande province du Canada. Les Ontarien(ne)s ne soutiennent pas la politique proposée du Parti Libéral du Canada de dépenaliser les proxénètes, les propriétaires des lieux de prostitution, et les acheteurs de sexe. Le Premier Ministre Trudeau doit démontrer du respect envers les opinions des Ontarien(ne)s et envers les droits des femmes. Le Premier Ministre doit déclarer avec insistance que le Gouvernement Libéral n'autorisera pas les proxénètes, propriétaires des lieux de prostitution et acheteurs de sexe à exploiter les femmes. »

**Megan Walker, London Abused Women's Center**

« À Égalité Maintenant, nous nous battons pour faire promulguer des lois qui protègent les droits des femmes et des filles et qui pénalisent ceux qui les exploitent. Nous cherchons à mettre fin à la réalité de la traite à fins d'exploitation sexuelle des femmes et des filles dans le monde. En 2014, le Canada a fait preuve de courage en promulguant la Loi et il doit maintenant intensifier ses efforts et la faire appliquer dans le pays entier pour protéger les femmes et les filles à travers le Canada et au-delà.»

**Shelby Quast, Directrice de la section Amériques , Égalité Maintenant**

« Avec le passage de la Loi, le Canada s'est joint à un nombre croissant de gouvernements qui reconnaissent que les femmes achetées et vendues dans la prostitution ne doivent pas être pénalisées pour leur exploitation. Le Canada s'est aussi engagé à cibler la demande, qui alimente l'industrie du sexe multimilliardaire dont la traite est le moteur. Renverser cette Loi en faveur de la décriminalisation du proxénétisme et de l'achat de sexe entacherait profondément la feuille de route du Canada en matière de droits humains. Ce serait aussi un dur coup contre les efforts vers l'égalité. »

**Taina Bien-Aimé, Directrice Exécutive, CATW**

### **Méthodologie de la recherche :**

Ces résultats proviennent du sondage Ipsos conduit entre le 25 et le 27 juin 2018. Pour le sondage, un échantillon de 801 Ontarien(ne)s âgés de plus de 18 ans et issus du panel Ipsos a été interviewé en ligne. La pondération a ensuite été employée pour équilibrer les traits démographiques afin d'assurer que la composition de l'échantillon reflète la population adulte selon les données du Recensement et pour fournir un résultat approchant un échantillon universel. La précision du sondage en ligne Ipsos est mesurée grâce à l'utilisation d'un intervalle crédible. Dans ce cas, le sondage est juste dans une marge de  $\pm 4.0$  points de pourcentage, 19 fois sur 20 dans l'éventualité où tout Ontarien(ne) adulte aurait été interrogé pour le sondage. L'intervalle de crédibilité sera plus large parmi les sous-ensembles de la population. Tout sondage à base d'échantillons et enquêtes peut être sujet à d'autres sources d'erreurs, y inclus, mais non limité à l'erreur de couverture et l'erreur de mesure.

**Pour plus d'information, contacter :**

Megan Walker  
Directrice Exécutive  
London Abused Women's Centre  
1-519-432-2204  
[mwalker@lawc.on.ca](mailto:mwalker@lawc.on.ca)

Jennifer McLeod Macey  
Vice Présidente  
Ipsos Public Affairs, Canada  
1-416-324-2108  
[Jennifer.Macey@ipsos.com](mailto:Jennifer.Macey@ipsos.com)

Holly Cooper  
Responsable du contenu et des médias  
Equality Now/Égalité Maintenant  
1-212-586-0906 x16  
[hcooper@equalitynow.org](mailto:hcooper@equalitynow.org)

Mariana Vanin  
Gestionnaire des communications  
Coalition Against Trafficking in Women/Coalition contre la traite des femmes (CATW)  
1-212-643-9895  
[media@catwinternational.org](mailto:media@catwinternational.org)  
(entrevues possibles en anglais et français)